

**FRANCE**

Réforme du lycée : Blanquer tente de déminer le terrain

ÉDUCATION

Quelque 36.000 enseignants ont défilé samedi en France contre les réformes de Jean-Michel Blanquer, dont celle du lycée.

Marie-Christine Corbier

[@mccorbier](#)

Mardi, des enseignants et des parents déposeront symboliquement une gerbe devant le lycée parisien Jean-Baptiste Say, dans le 16^e arrondissement. Dans cet établissement où la PEEP est très majoritaire, ils alertent sur les 37 à 40 élèves par classe attendus dans des groupes de langues vivantes à la rentrée prochaine, ou sur la suppression de l'aide personnalisée. La fédération de parents d'élèves avait pourtant salué la réforme du lycée. Sa concurrente, la FCPE Paris, a demandé l'annulation de la réforme.

Quelque 36.000 enseignants ont défilé, samedi, en France, selon le ministère de l'Intérieur, pour protester contre la loi Blanquer et la réforme du lycée. Le ministre de l'Éducation nationale les recevra à partir de ce lundi. Une journée de grève est aussi annoncée pour le 4 avril. Ces actions confortent celles relayées depuis plusieurs semaines (démission des professeurs principaux, note de 20/20 à tous les élèves, occupation de lycées...).

Le manque d'informations

Promesse de campagne d'Emma-

nuel Macron, la réforme du lycée remplace les filières S, ES et L du bac général par des enseignements de spécialités. L'objectif, assure Jean-Michel Blanquer, est que « les lycéens préparent des compétences qui vont les faire réussir après le bac ». Les élèves de seconde seront les premiers à passer le nouveau bac, en 2021. Ils ont commencé à choisir leurs spécialités, souvent sans connaître les prérequis de l'enseignement supérieur.

« C'est l'une des faiblesses du dispositif », admet Philippe Vincent. A la tête du SNPDEN, le principal syndicat de chefs d'établissement, il continue malgré tout de soutenir la réforme. Selon une enquête du SE-Unsa réalisée auprès de 3.200 enseignants (dont 73 % de non-syndiqués), 79 % pointent le manque d'information.

« Quand un élève vous demande quelles spécialités choisir pour telle for-

mation de l'enseignement supérieur et que vous ne savez pas, et que c'est la 32^e fois que vous le dites, cela finit par être très inconfortable », regrette Christine Charpentier. Enseignante à Toulouse et professeure principale depuis vingt-cinq ans, elle a été l'une des premières à démissionner de sa fonction de professeure principale. « On ne sait pas très bien comment cela va fonctionner car on ne connaît pas

les programmes de terminale, reconnaît le président de l'université Paris Descartes, Frédéric Dardel. Mais on ne mettra pas les étudiants à la porte, on fera des groupes de niveau ou des enseignements de complément. »

Une journée de grève est annoncée pour le 4 avril.

Les inquiétudes se concentrent sur les mathématiques. Leur place dans la réforme « n'y est pas du tout comprise », a écrit le député LREM Cédric Villani à Jean-Michel Blanquer. En première, les élèves pourront suivre la spécialité mathématiques, mais le niveau sera plus exigeant que celui de l'actuelle filière S. A défaut, il y aura l'enseignement scientifique du tronc commun, mais Jean-Michel Blanquer reconnaît lui-même que le contenu mathématique y est « léger ». « Il est dérisoire et insuffisant pour l'enseignement supérieur », insistent ses détracteurs.

Le ministère de l'Éducation a indiqué jeudi que tous les élèves de terminale pourraient suivre l'option de mathématiques complémentaires, mais la question de l'année de pre



mière reste entière. A ceux qui redoutent des classes à 35 ou 40 élèves, Jean-Michel Blanquer rétorque que le lycée français est, dans l'OCDE, plus doté qu'ailleurs et que ses efforts portent sur l'école primaire. « *Les classes à 35 élèves, on ne s'en émouvait pas quand c'était en filière S* », relativise Philippe Vincent. Sauf que Jean-Michel Blanquer a promis « *des classes normales, à 25 élèves* ».

Qu'advient-il de la réforme du lycée ? Il y a quelques semaines, le ministre assurait : « *Même si je partais demain dans le Larzac en quittant tout, cette réforme serait en place à la rentrée prochaine. Je connais trop bien cette maison [l'Education nationale, NDLR] pour savoir qu'on ne peut pas arrêter les choses à cette époque de l'année.* » ■